UNE BROCHURE DU PARTI SOCIALISTE DE LUTTE - PSL

LA LUTTE CONTRE LE SEXISME EST TOUJOURS D'ACTUALITÉ!

PAR LAURE MIEGE ET ANJA DESCHOEMACKER

1 EURO

WWW.SOCIALISME.BE

CONTENU :

1. La lutte contre le sexisme est toujours d'actualité! 4

2. Histoire de la Journée Internationale des femmes. 8

Manifestation pour les droits des femmes et le pouvoir d'achat (mars 2008)

I.LUTTER CONTRE LE SEXISME EST TOUJOURS D'ACTUALITÉ!

Nous avons souhaité éditer une brochure sur le sexisme à l'heure des festivals, où les femmes et les jeunes filles sortent, profitent des vacances, des festivals et de la liberté, mais où elles doivent aussi malheureusement faire face à un sexisme ambiant. En effet, bien qu'au plaisir de se retrouver entre ami(e)s peut s'ajouter celui de faire de nouvelle rencontres et plus si affinités, il arrive bien souvent que les filles se retrouvent confrontées à autre chose que des relations sexuelles consenties.

Un bien triste exemple vient illustrer ces propos. Vendredi 20 juin 2008, à la Fiesta du rock de Flémalle, une jeune fille de 20 ans a trouvé la mort selon toute apparence en tentant d'échapper à un homme qui voulait abuser d'elle. Ce n'est malheureusement pas un cas isolé.

Il y a seulement quelques dizaines d'années, les filles ne jouissaient pas de la liberté de pouvoir rechercher du plaisir sexuel. Cette émancipation a été le fruit des luttes importantes des générations précédentes de féministes et de travailleuses pour plus d'indépendance, de liberté et d'égalité. Cependant, le sexisme n'a pas disparu avec ces évolutions, il s'est développé sous de nouvelles formes qui coexistent avec d'anciennes. Et si les capitalistes sont remarquables pour une chose, c'est sans aucun doute pour leur capacité à faire des profits avec n'importe quoi, notamment avec la rupture du tabou sur la sexualité.

Pendant plus de 20 ans, de nombreuses femmes (post féministes) ont mis en avant qu'il n'y avait plus de discriminations de genre, qu'il s'agissait alors pour les femmes de conquérir le pouvoir, de prendre les places des hommes, quitte pour cela à faire sacrifice de sa famille. Mais depuis quelques années, notamment avec la lutte contre le Pacte des Générations et les diverses attaques antisociales mises en place par nos gouvernements, cette idée d'égalité acquise vacille et il est devenu impossible pour ces post féministes de nier la réalité.

Les chiffres sortent dans la presse bourgeoise, et parlent d'eux mêmes. La dépendance financière des femmes, leur double tâche (au travail et à la maison), les incompatibilités sur le marché du travail flexible actuel entre temps plein et vie de famille, sont autant d'éléments devenus aujourd'hui incontestables.

PSL
Parti Socialiste de Lutte

A. LA DISCRIMINATION EST PARTOUT

Les femmes sont discriminées dans toutes les structures de la société.

Au travail.

Sur le marché du travail, elles se retrouvent majoritairement dans les emplois les plus précaires et les moins bien payés. Pour l'illustrer :

1. Aujourd'hui en Belgique, les femmes gagnent en moyenne 26% de moins que le salaire d'un homme et ce chiffre atteint les 40% dans le secteur des banques et des assurances. Pour un travail équivalent elles touchent en moyenne 6% de moins à la fin du mois.
2. 75 % des femmes travaillent dans un secteur qui reflète leur rôle traditionnel. Ainsi, les chefs d'entreprise et cadres sont composés à 28% de femme et à 72% d'hommes. Dans l'enseignement, nous trouvons 68,7 % de femmes et 31,3 % d'hommes, mais seulement 33,3% de femmes au poste de directeur. Par contre, les mannequins, vendeurs, démonstrateurs sont à 77,1´% des femmes. Dans les soins de santé et les services sociaux, il y a 77,1% de femmes pour 22,9% d'hommes et, pour le personnel de nettoyage, il y a 84,1% de femmes et 15,9% d'hommes.
3. Le temps partiel est la plupart du temps imposé aux femmes: en Belgique 46% des femmes actives travaillent à temps partiel contre 6% des hommes actifs. Aux Pays-Bas ce chiffre atteint les 70% !
4. 10,1% des femmes actives travaillent en ALE (4,10€ / heure) contre 3,5% des hommes actifs.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de s'apercevoir que le risque de pauvreté est bien plus élevé pour les femmes que pour les hommes (27% contre 13% en Wallonie vivent dans la pauvreté, plus de 60% des plus pauvres dans le monde sont des femmes). Ainsi, en ce qui concerne les pensions : ¼ des femmes perçoit une pension de moins de 500 euros par mois contre 1/8 des hommes; 1 femme sur 3 a une pension de moins de 1000€/mois.

Cette situation implique une importante dépendance financière vis-à-vis du conjoint, qu'il est dès lors bien difficile de quitter. C'est ainsi que 80% des mères célibataires sont pauvres. Et c'est dans ce contexte également que les femmes se retrouvent les premières victimes des attaques sociales. Pour exemple, le Pacte des Générations augmente ce fossé déjà évident entre hommes et femmes. Beaucoup de femmes ne seront en effet plus capable de prendre leur retraite avant 65 ans, puisqu'elles ont le plus souvent une carrière interrompue, et que de ce fait, elles n'auront que rarement suffisamment d'années de carrière leur permettant de partir en prépension.

Concernant les patrons : le capitalisme se nourrit de cette situation puisqu'il permet à la bourgeoisie de diviser les travailleurs et de faire pression sur l'ensemble des salaires afin d'assurer un maximum de profit.

A la maison

A cela, s'ajoute une autre exploitation de la femme, celle au sein de la famille. En effet, en plus de leur emploi, elles doivent dans la majorité des foyers s'occuper du travail ménager (nourriture, ménage, enfants, gestions du foyer…), qui à 80% en moyenne est effectué par elles. Ce travail ménager constitue des milliers d'heures de travail non rémunéré et en fait, des milliards d'économie pour les Etats capitalistes. La masse mondiale du seul travail domestique féminin, gratuit et indispensable au fonctionnement d'une société, représentait, en 1995, onze milliards de dollars.

B. LA FEMME COMME OBJET SEXUEL

Cette faible position économique entraîne une position sociale également des plus faibles, cela engendre les violences conjugales, le harcèlement, et pousse également de nombreuses femmes vers la prostitution et la pornographie.

De manière générale, les femmes sont les premières victimes des violences morales et physiques (harcèlement, violence conjugale, mutilations, viols, …) ,1 femme sur 3 sera confrontée à une de ces violences dans sa vie. En Belgique, 1 femme sur 7 est victime de violences conjugales graves (1/5 dans l'Union Européenne) et 68% de femmes déclarent (dans une étude de1998) avoir subit de la violence physique et sexuelle. Ces chiffres ne font qu'augmenter chaque année. La violence conjugale est la première cause de mortalité prématurée des femmes en Europe.

Cette violence peut notamment s'expliquer par l'image de la femme véhiculée dans la société capitaliste. Effectivement, à la position sociale secondaire s'ajoute une image diffusée en masse: celle de la femme comme objet sexuel.

Contrairement à l'opposition sévère qu'aurait rencontré les blagues ou réflexions sexistes dans les années '70, aujourd'hui - à la suite de la chute du mur de Berlin et de l'offensive idéologique bourgeoise qui a suivi - le moindre signe de désapprobation face à ce genre de blague est considéré comme émanant d'une frustration, d'un manque de dérision, ou encore considéré comme une réaction conservatrice… Evidemment, nous n'avons rien contre le nu ni le sexe en tant que tels, mais bien contre leur instrumentalisation à des fins commerciales car c'est de cela qu'il s'agit. Et cela renforce le machisme. Les femmes sont ainsi incitées à accepter des comportements sexuels ne correspondant pas à leur désir mais plutôt à celui des hommes. Nous défendons la liberté sexuelle. Mais la liberté implique également le droit de dire « non » et de pouvoir s'attendre à ce que ce non soit respecté.

Cette situation permet au patronat de s'en mettre plein les poches. Le sexe se vend et fait vendre.

Le sexe se vend

Dans une démocratie parlementaire les élus ont durant qL'industrie légale ou illégale du sexe n'a jamais autant prospéré et connaît une énorme explosion. De la presse pornographique, des films, des sites Internet, en passant par tous les objets les plus hétéroclites, jusqu'au tourisme sexuel, au commerce de la femme, des enfants, à la prostitution,… tous ces secteurs rapportent gros. Les multinationales en récoltent de monstrueux profits. On peut notamment voir émerger avec succès dans les Sex shops et sites de vente en ligne de DVD porno, les rayons «viols», «violences conjugales» et les arguments de vente sont sans équivoque...

La prostitution est aussi un marché qui prospère et qui est banalisé également dans les pays occidentaux. On a pu voir, aux Pays-Bas notamment, des femmes menacées de perdre leurs allocations chômage si elles n'acceptaient pas de se prostituer, ou encore en Allemagne de travailler comme serveuses nues dans un bar. Dans ces deux pays la prostitution est totalement légalisée et est considérée comme un emploi comme un autre.

La prostitution et la pornographie ne sont pas un choix comme on veut nous le faire croire. Les assainissements mènent, ici aussi, à ce que toujours plus de filles et de femmes se sentent obligées de se prostituer pour gagner un revenu. Il faut savoir que l'âge moyen d'entrée dans la prostitution se situe entre 13 et 15 ans pour plus de 80% des personnes prostituées. Et une étude montre qu'entre 90 et 95% des femmes se prostituant souhaiteraient ne plus avoir à le faire. Ce n'est pas un hasard non plus d'apprendre qu'en France, 40.000 étudiants se prostituent pour payer leurs études. Une étude américaine récente effectuée auprès de personnes prostituées dans 5 pays (USA, Zambie, Turquie, Afrique du Sud et Thaïlande) montre chez 67% de ces personnes prostituées, on trouve des troubles analogues à ceux qui ont été diagnostiqués notamment chez les vétérans de la guerre du Vietnam présentant un « syndrome de stress post-traumatique ».

Le sexe fait vendre

Pour chaque produit (en passant de la voiture, aux soirées étudiantes, ….), les capitalistes utilisent le corps féminin pour accroître leurs chiffres de vente. C'est pourquoi on est confronté à des femmes au corps soi disant idéal (souvent dénudé) partout au quotidien.

Ce bombardement de femmes plastiques a en fait permis l'ouverture de nouveaux marchés dans lequel on investit bien plus que dans la recherche médicale et dans lequel le budget investit aux Etats-Unis est 3 fois supérieur à celui investit dans l'enseignement : il s'agit de la cosmétique. L'industrie mondiale de la beauté (maquillage, chirurgie plastique, produits de régime, etc.) est estimée à une valeur totale de 160 milliards de dollars par an.

En effet, cette image dégradante selon laquelle la femme doit «être belle et c'est tout», entraîne une multitude de conséquences graves telles que les complexes physiques qui engraissent les profits de ce nouveau marché, mais qui jouent aussi un rôle important dans le développement des maladies mortelles (la boulimie, l'anorexie,…) qui arrivent de plus en plus fréquemment. On peut voir aujourd'hui des fillettes de 8 ans entamer des régimes ou porter des strings vendus par H&M. C'est ainsi que l'on apprend qu'en Europe, seulement 1% des jeunes femmes disent se sentir totalement satisfaites de leur corps, 54% des filles de 10 à 14 ans craignent d'être trop grosses. Une étude, faite en 2001, montre qu'être svelte signifie être attractive pour les hommes, être sexy et pouvoir faire carrière. Deux tiers des femmes considèrent que la chirurgie esthétique peut améliorer l'image qu'elles ont d'elles même.

Cette image véhiculée justifie les comportements machistes des hommes envers les femmes. Elle justifie également le fait que les femmes doivent être belles pour être embauchées. Cela se remarque d'ailleurs chez certaines politiciennes mettant en avant leur physique plutôt que leur programme lors des campagnes électorales (tel que Freya Van den Bossche, SP.a, ex-Ministre du Budget qui mettait en avant ses jambes sur les affiches électorales pendant sa première campagne).

La principale conséquence est que les femmes sont regardées en premier lieu comme un objet sexuel, puis en second seulement comme un être normal, pensant. Et c'est ainsi que dans toutes les sphères de la société les femmes subissent le sexisme.

C. QUEL PROGRAMME DÉFENDRE?

Après avoir exposé la situation guère enviable des femmes, il s'agit maintenant d'exposer les revendications pour en changer. Tout d'abord, nous sommes pour des structures portées par la société permettant aux femmes de ne pas avoir à porter sur leurs seules épaules cette double tache. Des crèches et des garderies gratuites sont fondamentalement nécessaires. De plus, il faut des services publics bien plus développés que ce n'est le cas actuellement, des services collectifs de qualité et accessibles à tous, prenant en charge les lessives, le repassage ou encore des cantines gratuites sur les lieux de travail et les écoles, qui offrent un repas sain et de qualité.

De même il nous semble inévitable d'organiser des services de nettoyages chez les personnes âgées, ou infirmes, les familles nombreuses, etc. mais encore une fois ce travail doit être effectué par des travailleurs ayant un statut de fonctionnaire du service public, avec de bons salaires et de bonnes conditions de travail.

Ensuite, à l'heure où la crise économique se fait ressentir sur l'ensemble du pouvoir d'achat des travailleurs et où les femmes sont les plus durement touchées, nous exigeons des salaires décents pour tous ! Aujourd'hui, le PSL/LSP mène une campagne pour 1 euro de plus de salaire par heure pour répondre à la baisse du pouvoir d'achat. En plus nous voulons mener la lutte pour l'augmentation des salaires dans les secteurs mal payés.

Nous revendiquons aussi une diminution du temps de travail pour tous à 32 heures par semaine sans perte de salaires et avec embauches compensatoires, afin de permettre à tous d'avoir un emploi stable et d'avoir plus de temps pour sa famille, ses loisirs, de l'étude,... Ainsi nous exigeons l'arrêt immédiat de la flexibilité au travail et de la précarité des emplois, de même qu'une restauration totale de l'index!

En ce qui concerne les enfants, nous voulons que la société prenne réellement sa responsabilité, premièrement dans la forme des allocations familiales qui couvrent effectivement les coûts pour élever des enfants. Cela ne permettrait pas

seulement à des célibataires d'avoir des enfants sans devenir automatiquement pauvres, mais cela éviterait aussi beaucoup de divorces batailleurs. Nous revendiquons également un enseignement gratuit et de qualité pour tous et ceci à tous les niveaux! Dans les écoles, il est impératif d'avoir des cours d'éducation sexuelle, des campagnes d'informations luttant contre l'acceptation sociale du viol, luttant contre les discriminations et les préjugés,... Pour ce faire, les écoles ont néanmoins besoin de moyens et aujourd'hui il manque bien souvent même les moyens pour les tâches centrales des écoles. C'est pour cela que nous menons depuis déjà des années des campagnes avec des lycéens, des étudiants, des profs et d'autres membres du personnel du secteur pour une augmentation du budget de l'enseignement vers 7% du Produit Intérieur Brut (comme c'était le cas dans les années '80)!

Les revendications ci-dessus doivent donner aux femmes une position beaucoup plus indépendante et les libérer de la double tâche. Ainsi, elles pourraient faire de vrais choix sur le terrain des relations et du travail, ce qui leur rendrait plus facile de se libérer des relations dans lesquelles elles sont confrontées à la violence. La violence n'est pas un problème de quelques individus, mais c'est un problème social avec des causes sociales. Les victimes de la violence ou de pressions lourdes doivent être aidées par la société pour échapper à la violence et pour reconstruire une nouvelle vie. Aujourd'hui, il y a à peine des refuges ou d'autres centres où les femmes abusées en situation de crise peuvent se faire aider. Bien que les gens qui y travaillent montrent un engagement énorme, ils ne disposent pas des moyens pour accueillir toutes les victimes qui arrivent chez eux, sans parler des victimes qui n'y arrivent jamais. Ce type de travail a besoin de beaucoup plus de moyens et de beaucoup plus de soutien social. Les femmes abusées devraient pouvoir compter sur la société pour les aider (avec un logement social, un emploi ou une allocation décente, avec de l'aide sociale et psychologique pour se trouver une nouvelle place dans la société,…) et si nécessaire les protéger. Les écoles et les médias doivent donner beaucoup plus d'attention à cette problématique et aussi à des choses comme l'aide aux acteurs de la violence, pour limiter les risques qu'ils retombent dans un comportement de violence. Tout cela devrait recevoir beaucoup plus de subventions et de soutien.

D. IL FAUT CHANGER DE SOCIÉTÉ!

Ces revendications sont tout à fait applicables si on tient compte des moyens dont dispose actuellement la société. Jamais auparavant autant de richesses n'ont été produites. Mais de telles revendications ne vont jamais être acquises de manière durable et complète sous le capitalisme. Comme nous l'avons illustré à plusieurs reprises, le système capitaliste, dirigé par une classe dominante avide de profits, a tout intérêt à la division de la classe exploitée.

En effet, non seulement la bourgeoisie utilise les discriminations (qu'elles soient sexistes, racistes, religieuses, etc.) pour asseoir son pouvoir et faire pression sur l'ensemble des conditions de travail, comme le dit le vieil adage «diviser pour mieux régner». Mais, en plus, le sexisme lui permet d'engendrer encore plus de profits par la création de nouveaux marchés et le développement de l'industrie du sexe ou de l'industrie cosmétique, comme cela a été expliqué.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire pour l'ensemble de la population mondiale, quelque soit le genre, d'avoir une société basée sur les besoins de chacun et non sur le profit, dans laquelle le travail serait divisé équitablement, tout comme les richesses produites. Une société dans laquelle les services collectifs seraient largement développés. Une société qui prendrait en charge de manière significative l'éducation et le bien-être des nouvelles générations. Une société qui offrirait de réelles structures aux victimes de violences. Une société dans laquelle les femmes pourraient être complètement indépendantes de leurs conjoints et donc choisir réellement librement.

Mais une telle société ne peut fonctionner que si elle est contrôlée démocratiquement pour et par l'ensemble des travailleurs, et non par une poignée de riches s'engraissant sur l'exploitation de la majorité de la population. C'est ce que nous appelons une société socialiste. L'émancipation des femmes ne peut être possible que par l'avènement d'une telle société, tout comme cette dernière ne peut exister que si elle amène une réelle libération de la moitié féminine de la population mondiale.

IL FAUT S'UNIR HOMMES ET FEMMES ET REAGIR!

Pour toutes ces raisons nous pensons que la lutte contre le sexisme n'est pas à isoler de la lutte contre l'ensemble du système qui l'engendre. Le seul moyen de mettre terme aux inégalités sexistes c'est de s'attaquer à leur cause, c'est à dire à ceux qui les entretiennent et qui en profitent. Ces dernières années ont montrés clairement les limites de l'action individuelle et des tentatives de s'élever individuellement dans la société comme le prônent les post féministes. Ces tactiques n'ont pas pu convaincre une majorité pour l'égalité des femmes, ni conduire à un changement dans la situation de la majorité des femmes.

Les femmes ne doivent pas mener un combat contre les hommes, c'est au contraire ensemble que nous devons lutter. En effet, la majorité des hommes ont eux aussi tout intérêt à l'avènement d'une société socialiste. Le capitalisme ne leur offre pas non plus de conditions de vie, ni de perspectives réjouissantes. De plus, bien qu'il peut leur sembler de prime abord être plus fort dans le rapport sexiste, en réalité l'existence même du sexisme et du système économique qui l'engendre, amène des pressions permanentes sur les conditions de vie et perverti les relations familiales et amoureuses par la dépendance de la femme.

Alors, si toi aussi, tu es convaincue de la nécessité de renverser le système capitalisme pour éradiquer le sexisme, et si tu cherches un parti révolutionnaire dans lequel t'organiser et discuter (entre autre) de la problématique des femmes, notre organisation et sa commission femme est quelque chose pour toi! Si tu veux participer à nos campagnes ou si tu veux en savoir plus, contacte-nous!

2. HISTORIQUE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

La Journée Internationale des Femmes trouve son origine dans une grève de travailleuses de l'industrie de textile et de vêtements à New York, le 8 mars 1908, menée pour une journée de travail de 8 heures, pour de meilleures conditions de travail et pour le droit de vote des femmes. L'année suivante, un appel du Socialist Party américain a débouché sur une lutte de plusieurs semaines pour de meilleurs salaires et conditions de travail, dans laquelle 30.000 travailleuses ont été impliquées.

Cette journée est restée longtemps un jour de fête et de lutte pour les organisations de femmes du mouvement ouvrier, même si la mobilisation s'affaiblissait d'année en année. La nouvelle vague d'activités féministes après Mai'68 a repris cette vielle tradition et, aujourd'hui encore, des activités se déroulent partout dans le monde, bien que celles-ci ne mobilisent plus les masses.

Anja Deschoemacker

L'histoire de l'origine de la Journée Internationale des Femmes ressemble beaucoup à celle du 1er Mai. Tout comme celle-ci, elle célèbre des actions qui ont eu lieu aux Etats-Unis et qui ont été ensuite reprises internationalement par le mouvement ouvrier organisé. La première célébration internationale, celle qui a été en ce sens la première véritable Journée Internationale des Femmes, date de 1911. La Journée des Femmes la plus tumultueuse et la mieux connue, celle aussi qui a eu le plus de conséquences, a été celle du 8 mars 1917 (23 février en Russie), qui annonçait le début de la Révolution de Février dans ce pays. Ce n'est qu'en 1922, à l'appel de l'Internationale Communiste, que la journée a été fixée à une date qui s'est imposée partout : le 8 mars.

Les femmes ouvrières ont lutté pour l'acceptation de leurs revendications dans le mouvement ouvrier

L'acceptation de la revendication du droit de vote des femmes n'était pas évidente dans l'Internationale Socialiste (aussi connue comme la Deuxième Internationale), tout comme ne l'était d'ailleurs pas l'ensemble de la lutte pour les droits des femmes. L'organisation en 1907, par Clara Zetkin et les femmes socialistes allemandes, d'une Conférence internationale des femmes, qui s'est réunie la veille de la Conférence de la Deuxième Internationale, a donc marqué la préhistoire du mouvement. Une motion y a été votée par laquelle les partis adhérents s'engageaient à lutter pour le droit de vote des hommes et des femmes.

Clara Zetkin était une figure importante dans le parti socialiste allemand, une socialiste convaincue et une championne des droits des femmes, mais aussi une opposante déterminée au féminisme bourgeois. Lors de la réunion où a été décidée la mise sur pied de la Deuxième Internationale (1889), elle avait déjà argumenté que le socialisme ne pouvait pas exister sans les femmes, que les hommes devaient lutter ensemble avec les femmes pour les droits des femmes, que cette lutte faisait partie aussi de la lutte des classes. La réponse peu encourageante qu'elle avait reçue l'avait conduite à prendre l'initiative d'un mouvement socialiste des femmes, ayant pour but d'influencer les partis socialistes. Elle avait essayé d'acquérir et d'élargir cette influence avec le journal femme socialiste Die Gleichheit, dont elle était rédactrice en chef.

Mais, malgré l'acceptation de la résolution, l'enthousiasme pour le droit de vote des femmes était tiède dans la plupart des partis socialistes. Pour changer cela et pour impliquer davantage les femmes dans la lutte, la deuxième Conférence Internationale des Femmes Socialistes a décidé de tenir chaque année une journée internationale des femmes, une journée pendant laquelle on manifesterait, on ferait de la propagande,… En 1911, la Journée Internationale des Femmes a été célébrée en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Suisse et aux Etats-Unis. La liste des pays s'est élargie jusqu'à la Première Guerre Mondiale.

Cette guerre n'a pas signifié seulement un massacre massif, mais aussi la désintégration de la Deuxième Internationale. Le soutien à la guerre, venu d'abord de la social-démocratie allemande mais adopté ensuite par tous les partis de la Deuxième Internationale, a montré que, dans chacun de ces partis, le soutien à sa propre bourgeoisie dans le cadre d'un socialisme réformiste avait pris le dessus sur l'internationalisme, sur le refus de laisser les travailleurs de « son » pays tirer sur ceux d'autres pays, au seul bénéfice de leur propre bourgeoisie belliqueuse. Le seul parti qui est resté fidèle aux principes internationalistes du socialisme a été le parti russe, et en particulier son aile gauche majoritaire (les bolcheviks) sous la direction de Lénine, suivi dans cette voie par une partie de l'aile gauche de l'Internationale Socialiste.

L'organisation internationale des femmes a continué d'exister et s'est rangée dans le camp anti-guerre. Les Femmes Socialistes allemandes, au contraire de la direction du Parti Social-Démocrate allemand, ont aussi continué à mobiliser contre la guerre et contre la répression de l'Etat, notamment en 1914 contre la guerre qui approchait à grands pas et contre l'arrestation de Rosa Luxembourg, qui participait avec Clara Zetkin à la direction des groupes de gauche dans le SPD. .

Les protestations à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes ouvrent la voie à la Révolution de Février en Russie

Pendant la guerre, les femmes socialistes ont poursuivi les actions de protestation à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, dont la date varie alors entre le 23 février et le 18 mars. Ces protestations étaient fortement centrées sur le manque de vivres et les prix élevés de la nourriture provoqués par la guerre, ainsi que sur l'opposition à la guerre elle-même.

C'est ainsi les femmes socialistes italiennes de Turin ont diffusé une affiche, adressée aux femmes des quartiers ouvriers. L'arrière-plan de leur propagande, c'est alors l'augmentation générale des prix de la nourriture de base, comme la farine (dont le prix a grimpé de 88% entre janvier 1910 et 1917) et les pommes de terre (+ 134%). Ces affiches disaient : *"N'avons-nous pas assez souffert à cause de cette guerre ? Maintenant la nourriture qu'il faut pour nos enfants commence à disparaître aussi. (…) Nous crions : à bas les armes ! Nous faisons tous partie de la même famille. Nous voulons la paix. Nous devons montrer que les femmes peuvent protéger ceux qui dépendent d'elles."*

Mais les protestations les plus spectaculaires ont eu lieu lors de la célébration de la Journée Internationale des Femmes en 1917 en Russie. Sous la direction d'Alexandra Kollontaï, les femmes russes sont descendues dans les rues. Au centre de leurs préoccupations se trouvaient les conditions de vie qui continuaient à empirer. Le loyer d'un logement à Saint-Pétersbourg avait doublé entre 1905 et 1915. Les prix des produits alimentaires, surtout ceux de la farine et du pain, avaient augmenté de 80 et 120%. Le prix d'une livre de pain de seigle, qui était la base de la nourriture des familles ouvrières de Saint-Pétersbourg, était monté de 3 kopecks en 1913 à 18 kopecks en 1916. Même le prix du savon avait augmenté de 245%. Une spéculation énorme et un marché noir de la nourriture et de l'énergie se développaient à toute allure alors que les entreprises fermaient leurs portes l'une après l'autre faute d'énergie. Les femmes et les hommes qui étaient licenciés partaient souvent en grève. En janvier et février 1917, plus d'un demi-million de travailleurs russes ont ainsi fait grève, surtout à Saint-Pétersbourg. Comme dans les autres pays impliqués dans la guerre, les femmes formaient une grande partie de ces travailleurs, vu que beaucoup d'hommes avaient été envoyés au front.

A l'occasion de la Journée Internationale des Femmes (le 23 février du calendrier russe correspond au 8 mars) les femmes ouvrières ont organisé une manifestation passant le long des usines de Saint-Petersbourg. Beaucoup de travailleurs des usines métallurgiques ont rejoint l'action. Le 25 février, deux jours après le début de l'insurrection des femmes, le Tsar a commandé à l'armée de tirer sur les masses pour arrêter le mouvement. Ainsi a commencé la Révolution de Février, qui a forcé le tsar à abdiquer le 12 mars.

Le Gouvernement Provisoire qui a pris le pouvoir en main est le premier gouvernement d'une grande puissance à accorder le droit de vote aux femmes. Mais, pour le reste, ce gouvernement n'était pas du tout prêt à augmenter le niveau de vie des masses. Le Tsar était parti mais les grands propriétaires fonciers et les capitalistes continuaient d'exploiter les masses et d'accaparer les richesses. A coté de ce Gouvernement Provisoire, une autre force s'est construite, les Conseils (soviets) de délégués élus des travailleurs, paysans et soldats. Ces Soviets sont entrés en concurrence avec le Gouvernement Provisoire sur la question

centrale : qui va diriger le pays. En outre, le gouvernement refusait également de mettre fin à la guerre, une revendication qui gagnait toujours plus de soutien parmi les masses, en raison aussi de la campagne menée sans répit par les bolcheviks.

Ce double pouvoir - d'un coté le Gouvernement Provisoire et de l'autre les soviets - ne pouvait pas durer longtemps. Lors de la Révolution d'Octobre, les Soviets, réunissant les représentants élus des masses laborieuses, ont répondu à l'appel des bolcheviks et ont pris le pouvoir en main. Ces événements ont fixé la date de la Journée Internationale des Femmes en Russie et en Europe au 8 mars. L'Internationale Communiste (ou Troisième Internationale), mise sur pied à l'initiative de Lénine et Trotsky, les principaux dirigeants de la Révolution Russe, a fait en 1922 de cette journée un jour férié communiste.

La dégénérescence du mouvement communiste révolutionnaire coïncide avec celle de la Journée Internationale des Femmes

L'Etat ouvrier, arrivé au pouvoir par la Révolution d'Octobre, a donné aux femmes travailleuses des acquis dont les femmes en Occident ne pouvaient alors que rêver. A coté de l'égalité devant la loi, non seulement il leur a offert le droit au travail et des régimes de travail spéciaux (diminution du temps de travail, interdiction du travail de nuit, congé de maternité,…) qui tenaient compte de la fonction sociale des mères en plus du travail hors de la maison, mais il a aussi été le premier à prendre réellement ses responsabilités envers les masses populaires sur le plan du logement et des services de base. Les richesses produites par la population laborieuse ont été pour la première fois réellement utilisées pour servir les intérêts des masses, par le biais d'une économie planifiée qui avait au cœur

de ses préoccupations les besoins des masses et qui, dans une première période, était aussi élaborée de manière démocratique à travers les soviets, les conseils des travailleurs, paysans et soldats.

Mais le jeune Etat ouvrier a fait beaucoup plus encore. L'oppression des femmes est en effet un problème plus profond qu'une simple question de revenu et de salaire. Le droit à l'avortement, la possibilité de divorcer plus facilement, l'abolition des « droits » que les hommes avaient sur les femmes dans le mariage,… tout cela a fait partie des acquis des femmes travailleuses russes – des acquis que les femmes occidentales ont du attendre longtemps encore. Afin de stimuler et d'aider les femmes à sortir de leur foyer et à s'engager dans la société, un travail de formation sur une grande échelle a aussi été entamé, au moyen de campagnes d'alphabétisation dans la campagne et du travail de formation pour élever le niveau culturel. Des femmes socialistes ont parcouru cet immense pays pour expliquer aux femmes les droits dont elles disposaient.

Mais la Révolution Russe ne pouvait pas rester debout et évoluer vers une société socialiste dans l'isolement total dans lequel se trouvait le pays après la défaite des mouvements révolutionnaires en Europe, et tout particulièrement en Allemagne, des défaites qui se sont succédées surtout à cause de la trahison des partis socialistes de la Deuxième Internationale. La société russe se heurtait à un manque de développement technique, à une arriération culturelle dans les vastes régions rurales,… et était en plus entraînée dans une guerre sans fin, les puissances capitalistes de l'extérieur faisant tout pour aider l'ancienne élite dirigeante russe à reprendre le pouvoir, en bloquant les relations commerciales mais aussi en envoyant des troupes (les armées de 21 pays ont ainsi foncé à travers le territoire de la Russie). La continuation d'une situation de guerre imposée à la société russe a conduit à des famines dans différentes parties du pays.

Le soutien – ouvert et concret – donné par tous les partis russes, excepté les bolcheviks, à la contre-révolution a conduit à une situation dans laquelle de plus en plus de partis ont été mis hors-la-loi. Cette période de « communisme de guerre » reste toujours vue, même aujourd'hui, par une série de partis communistes comme un « modèle » alors qu'elle n'était qu'une adaptation concrète et nécessaire à la guerre qui était imposé au jeune Etat ouvrier. Beaucoup de penseurs bourgeois mettent cela en avant pour montrer combien le « communisme » est « antidémocratique » - bien que dans les pays capitalistes la démocratie ait été également suspendue en temps de guerre et parfois d'une manière encore plus profonde qu'en Russie.

Mais l'échec des révolutions en Europe occidentale et les difficultés économiques internes dans un pays détruit par la guerre ont fait qu'en Russie, une bureaucratie a pu concentrer dans ses mains toujours plus de pouvoir. Cette bureaucratie, sous la direction de Staline, a progressivement étranglé toute opposition et a remplacé le fonctionnement démocratique de l'économie planifiée par son propre pouvoir tout-puissant. Cette prise de pouvoir s'est marquée aussi à travers l'adaptation graduelle du programme du Parti Communiste russe envers les femmes, qui a glissé de plus en plus vers la glorification de la maternité et de la famille nucléaire dans laquelle la mère préoccupée du bien-être de la famille occupait la place centrale.

Parallèlement, l'Internationale Communiste est devenue partout dans le monde un instrument de cette bureaucratie russe, donnant chaque jour davantage la priorité aux intérêts de la politique extérieure de l'URSS sur les intérêts de la classe ouvrière dans le reste du monde. C'est ainsi qu'a commencé une longue chaîne de trahisons, débutant avec la première Révolution Chinoise dans les années '20 (au cours de laquelle le Parti Communiste a été forcé à aider le Kouo-Min-Tang, le parti bourgeois nationaliste au pouvoir), se poursuivant avec la guerre civile espagnole en 1936-39 (au cours de laquelle le Parti Communiste a notamment utilisé son influence pour retirer leurs armes aux femmes ouvrières et les cantonner au rôle de cuisinières et d'infirmières dans l'armée), dans laquelle les intérêts des travailleurs et paysans espagnols ont reçu une importance bien moindre que les accords que Staline avait conclus avec des différents pays capitalistes, ce qui a mené à la victoire de Franco ou encore avec la Révolution Iranienne de 1979, au cours de laquelle le Parti Communiste a refusé de jouer un rôle indépendant et de diriger lui-même la lutte, a apporté son soutien à Khomeiny et a abandonné les femmes iraniennes totalement à leur sort. Dans ce cadre, la Journée Internationale des Femmes a changé de nature dans les pays staliniens pour devenir une sorte de fête des mères ou de Saint-Valentin, un jour où les femmes reçoivent des fleurs.

Relance de la lutte des femmes dans les années '60

Dans le reste du monde, la Journée Internationale des Femmes a été de plus en plus oubliée pour n'être reprise qu'à la fin des années '60 par le nouveau mouvement féministe, ce qu'on a appelé la « deuxième vague » (après une « première vague » pour le droit de vote). C'est également la période dans laquelle d'autres mouvements d'émancipation, comme le mouvement des homosexuels, a connu une forte poussée.

Les années '60 ont vu un grand afflux de femmes sur le marché de travail. Vu le chômage très bas, les femmes ont été stimulées à aller revendiquer leur place au travail. La nouvelle vague féministe s'est donc développée sur la base de ces conditions économiques favorables. En Belgique, la montée de ce mouvement a été annoncée par la grève des ouvrières de la FN d'Herstal sur la revendication "*à travail égal, salaire égal*" qui a duré 12 semaines.

Cette nouvelle vague féministe, qui a coïncidé avec le développement d'autres mouvements d'émancipation comme celui des homosexuels, avait comme objectifs d'obtenir l'indépendance économique, de rompre avec la répartition classique des rôles entre hommes et femmes, d'arracher la libération sexuelle, de casser le « plafond de verre » qui tenait les femmes loin des hautes fonctions, y compris dans la politique. Dans beaucoup de pays, cette lutte a obtenu des acquis importants, entre autres sur les questions de la contraception et de l'avortement, de l'assouplissement des lois sur le divorce,… illustrés par des slogans comme le très connu «maître de mon ventre» ou «le personnel est politique».

En termes légaux, la revendication "à travail égal, salaire égal" a été obtenue, tout comme l'interdiction des discriminations professionnelles, mais sur ce plan on doit aujourd'hui bien constater que les salaires réels des femmes sont toujours en moyenne 25% plus bas que ceux des hommes.

La Journée Internationale des Femmes doit être remise à l'ordre du jour

Malgré les énormes acquis – accès à l'enseignement et au marché du travail, légalisation de l'avortement, facilitation des procédures de divorce, égalité devant la loi,… - obtenus par les femmes dans les pays capitalistes développés, les problèmes ne sont pas fondamentalement résolus. Au contraire, au cours des 20 à 30 dernières années de politique antisociale et néolibérale, un grand nombre d'acquis ont été rabotés. Les femmes sont touchées de façon très dure : les chômeurs qui ont perdu leur allocation de chômage à cause du fameux article 143 (devenu 80) limitant la durée des allocations pour les chômeurs cohabitants sont en grande majorité des femmes, les allocations de chômage partiel des travailleurs à temps partiel non-volontaire ont été graduellement abolies, le démantèlement de services comme ceux des hôpitaux (notamment avec la réduction du temps de séjour) a pesé surtout sur elle,…

Beaucoup de femmes travaillent en dehors de la maison aujourd'hui et très peu de filles et de jeunes femmes se voient comme futures femmes au foyer. Mais la société ne voit toujours pas les tâches ménagères et de soins – que ce soit pour les enfants, pour le mari et, à cause du coût élevé des maisons de repos combiné au faible montant des pensions, toujours plus aussi pour les parents âgés - comme des tâches sociales pour lesquelles il faut créer des services publics. Dès lors, tout le poids repose dès lors sur le dos des femmes qui subissent une double journée de travail. Cette double journée, dans la situation d'un marché de travail de plus en plus flexible, fait que beaucoup de femmes ne gagnent pas assez pour être indépendantes sur le plan financier. De bas salaires, le temps partiel, des périodes de non-présence sur le marché de travail,… font qu'arrivées à un certain âge, les femmes sont aussi en moyenne bien plus pauvres parce que leurs pensions sont plus faibles, et parfois beaucoup plus faibles.

Ce manque d'indépendance financière fait que les femmes sont vulnérables face à la violence. Même si elles veulent échapper à une relation violente, elles rencontrent plein d'obstacles sur leur route. Comment, avec les bas salaires que beaucoup de femmes subissent à cause du temps partiel, avec les titres-services et autres « petits boulots », avec l'insécurité d'un contrat temporaire ou intérim,… trouver un nouveau logement et des revenus suffisants pour vivre, en particulier s'il y a des enfants ?

La violence contre les femmes est inhérente au capitalisme : elle fleurit sur la division et les préjugés entretenus envers les groupes spécifiques afin de diviser et de paralyser la majorité de la population qui est exploitée et opprimée par la bourgeoisie. Les femmes sont souvent confrontées au harcèlement sexuel dans l'espace public, dans les écoles et les lieux de travail, mais aussi avec la violence physique et sexuelle dans leurs familles. Les préjugés envers les femmes font aussi qu'elles doivent souvent travailler bien plus dur pour être vues comme égales aux hommes. Le sexisme installe des limitations très réelles dans la vie des femmes. Malgré les énormes pas en avant qui ont été faits et la plus grande liberté que les femmes ont aujourd'hui pour déterminer leur vie, cette violence dure toujours : la principale cause de mort et de handicap permanent pour les femmes entre 16 et 44 ans en Europe est la violence du partenaire.

De nouvelles formes d'oppression sont aussi apparues, ou plus exactement de vieilles formes sous une nouvelle apparence. La croissance de l'internet a été utilisé par la mafia du sexe pour assurer un élargissement jamais vu de l'industrie de sexe – le porno est

un des plus grands secteurs sur internet. On voit aussi un glissement vers du porno de plus en plus dur, vers la pornographie enfantine. Le porno est présent partout aujourd'hui et diverses études ont montré que cela impose une pression sérieuse sur les jeunes femmes, en particulier sur le plan de leurs « prestations » sexuelles. Elles ont montré que, dans 97% du matériel pornographique, les relations entre les sexes reposent sur l'obéissance et la soumission des femmes. La plus grande partie du matériel porno déborde de clichés du genre « si les femmes disent non, elles veulent dire oui.

Pour beaucoup de jeunes femmes qui sont attirées dans cette industrie du porno – faire des photos est quand même une façon « innocente » et facile de se faire un peu d'argent – ces premiers pas s'avèrent être un marchepied pour la prostitution. Bien qu'on entende aujourd'hui dire de plus en plus souvent que c'est un « choix » que les femmes font, il est quand même remarquable que même ces femmes qui pensent que c'était leur « choix » doivent à terme utiliser des drogues pour pouvoir continuer à faire ce « travail ». Toutes les prostituées sont confrontées régulièrement à la violence. Bien que différentes organisations, y compris des organisations soi-disant progressistes, veulent présenter aujourd'hui la prostitution comme « un boulot comme un autre », ce n'est pas du tout le cas. Pour la grande majorité des prostituées, il ne s'agit pas d'un « choix », mais d'une pure nécessité économique. Une grande partie du marché de la prostitution est en outre occupée par ce qu'on ne peut pas appeler autrement que des esclaves sexuelles, importées par des réseaux de traite d'êtres humains. Ce n'est pas étonnant que cette industrie du sexe ait profité à fond de la désintégration des Etats staliniens en Europe de l'Est et en Russie et qu'un grand nombre de femmes submergent le marché de prostitution, forcées de façon directe ou indirecte par les trafiquants de chair humaine.

Malgré le fait qu'une plus grande proportion de femmes que d'hommes se trouvent dans une situation de pauvreté, leur surconcentration dans les emplois mal payés, temporaires et à temps partiel, la violence, le harcèlement et les préjugés,… une grande partie des politiciens et politiciennes prétendent pourtant que les femmes ne sont plus opprimées ni discriminées. En réalité, la situation s'est détériorée au cours des dernières décennies pour les femmes qui travaillent ou qui dépendent d'une allocation. La dépendance économique fait que toute une série de droits dont les femmes disposent légalement ne peuvent pas être appliqués dans la réalité.

C'est pour cela que le PSL mène campagne en mars. Une campagne sur le thème du pouvoir d'achat et son impact sur de larges couches de femmes qui disposent de revenus moyens plus bas que ceux des hommes. Une campagne qui met aussi en lumière la solidarité internationale avec une manifestation en solidarité avec le mouvement des femmes iraniennes, contre le régime en Iran mais aussi contre l'intervention impérialiste des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Ci-dessus: ***séminaire coorganisé par le PSL/LSP contre la violence à l'encontre des femmes (novembre 2008)***
Ci-dessous: ***Conférence Nationale du PSL/LSP à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes (mars 2009)***

Pour l'unité des travailleurs, pour le socialisme!

Les potentialités techniques et scientifiques de l'humanité n'ont jamais été aussi développées qu'aujourd'hui. A cours des 50 dernières années, le revenu moyen par habitant de la planète a été multiplié par trois. Il y a suffisamment de richesses pour permetrre à chacun de vie décemment.

Ce constat vaut aussi pour notre pays. Même après la période de forte croissance des années 50 et 60, la valeur totale de ce que nous produisons par an (PIB) a continué de croître. De 1983 à 1996 le PIB de la Belgique a doublé.

Cette croissance de la richesse ne s'est pas accompagnée d'une croissance parallèle du bien-être. Au contraire. Alors que les entreprises battent des records en matière de profit et que des spéculateurs déculplent leur capital, les anciennes colonies sont ravagées par la guerre et la famine, l'économie des anciens états staliniens s'est éffondrée et un chômage structurel à grande échelle s'est durablement installé en europe de l'Ouest. La très grande majorité de la population mondiale n'a pas profité de la croissance passée.

Stop aux privatisations

Bien que toutes les richesses soient produites par les travailleurs, ceux-ci n'ont pas voix au chapitre pour décider de leur utilisation. Toute la production est orientée en fonction de la soif de profit d'une poignée de capitalistes. Il en résulte des contradictions aiguës.

Il faudrait de nombreux logements confortables à loyer modéré, des transports publics gratuits, un enseignement accesible à tous, des terrains de sports et des foyers culturels, un service national de santé (public et gratuit).

Pour réaliser cela, les moyens existent. Mais pour l'instant, on assiste plutôt à l'inverse. Les services publics sont scindés et soumis à des critères de rentabilité. Les départements qui dégagent du profit sont vendus au plus offrant, les autres sont fermés. Il n'est d'ailleurs plus question de service. La loi du marché frappe aussi dans les secteurs publics. On parle désormais d'entreprises publiques en attendant la future privatisation.

Les 32 heures

Dans le privé, le marché "libre" poursuit ses ravages. Tous les acquis sont disloqués au nom de la compétitivité. Les travailleurs sous contrat sont remplacés des contrats de sous-traitance, par du travail intérimaire ou précaire.

Un million de travailleurs sont confrontés quotidiennement au chômage. Cela provoque une paupérisation croissante d'une frange importante de familles de travailleurs. Les pensions, les indemnités de chômage et de maladie sont menacés par le détricotage de la sécurité sociale.

Le Parti Socialiste de Lutte (PSL) est pour le rétablissement complet de l'index et un salaire minimum de 1.500 EUR net, contre le démantèlement de la sécurité sociale et le détricotage des contrats de travail. Nous refusons la fermeture des entreprises car sous le capitalisme cela ne mène qu'au chômage et à la pauvreté.

La seule mesure qui puisse supprimer le chômage massif est l'introduction immédiate des 32 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

Nouveau parti des travailleurs

Les directions syndicales ont accepté la logique capitaliste du démantèlement. Elles se contentent de négocier des plans "sociaux" face aux restructurations.

Nous y opposons la nécessité d'un syndicalisme de combat: lutter pour le maintien de chaque emploi et de tous les acquis.

La classe ouvrière a besoin d'un parti pour prolonger cette lutte sur le terrain politique. Un tel parti doit être largement ouvert à tous ceux et celles qui veulent lutter contre le démantèlement social.

Un tel parti doit s'opposer à tout ce qui dresse les travailleurs les-uns contre les autres: le racisme, le sexisme ou l'intolérance religieuse. L'unité entre les travailleurs ne peut se faire que sur base de l'égalité des droits pour tous. Un tel parti doit engager le combat contre l'impérialisme et s'opposer à la destruction de l'environnement. Il doit respecter le droit à l'autodétermination des Flamands, Wallons et Bruxellois sans pour autant tomber dans le piège de ceux qui veulent affaiblir les travailleurs par la surenchère communautaire (ex. scission de la sécurité sociale). Il doit enfin lutter pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des secteurs-clés de l'économie.

Révolution

Ce programme ne peut être réalisé que si le mouvement ouvrier arrache le pouvoir des mains de la petite minorité de capitalistes. La classe dominante s'accrochera à ses privilèges. Il faudra une révolution pour briser l'état bourgeois. C'est pourquoi nous construisons une organisation marxiste révolutionnaire.

Démocratie ouvrière

La production devra être orientée en fonction des besoins réels de la population. elle devra être organisée au moyen d'un plan de production démocratiquement élaboré et contrôlé par des conseils composés de représentants des travailleurs de l'entreprise, de syndicats nationaux et du gouvernement ouvrier.

Chaque responsable devra être elu et révocable. Il ne pourra percevoir un salaire plus élevé que le salaire moyen des travailleurs qu'il représente.

Ainsi, la mauvaise gestion, comme c'était le cas dans l'économie planifiée de l'ex-bloc de l'Est, peut être évitée.

Socialisme et internationalisme

La révolution socialiste éclate toujours sur le plan national, mais se termine sur l'arène internationale. La démocratie ouvrière et la planification socialiste de la production ne peuvent se limiter à un seul pays. L'isolement de la Russie soviétique a conduit à sa dégénérescence à partir de 1924.

Le capitalisme est un système mondial, il doit être combattu sur la même échelle. C'est pourquoi le Mouvement pour une Alternative Socialiste fait partie d'une organisation marxiste internationale: le Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO) actif sur tous les continents. Notre lutte en Belgique s'inscrit dans le cadre d'une lutte des travailleurs du monde entier pour un société socialiste.

www.socialisme.be 02/345.61.81

PRENEZ UN ABONNEMENT À L'ALTERNATIVE SOCIALISTE!

Pour aller à l'encontre de la propagande du patronat, du gouvernement et des médias traditionnels, nous avons besoin de nos propres médias.

Le mensuel Alternative Socialiste offre chaque mois des articles, rapports et analyses des luttes du mouvement ouvrier et des jeunes, effectués à partir d'un engagement actif au sein de celles-ci. Nos commentaires ne sont pas impartiaux, mais mettent en avant les luttes des travailleurs et nos propositions pour les pouuser plus loin.

Afin d'être capable de publier un tel mensuel, nous faisons appel à votre soutien. Prenez un abonnement pour, chaque mois, lire votre ration d'analyses réellements socialistes. Un abonnement de soutien vous permettra plus encore de nous permettre de réaliser ce défi mensuel.

Un abonnement régulier revient à 12 euros pour 12 numéros. Nous vous proposons de prendre, par exemple, un abonnement de soutien de 25 euros. Versez 12 ou 25 euros au numéro de compte 001-3907596-27 de 'Socialist Press' avec pour mention 'abonnement'.

Rejoignez le PSL !

A envoyer à BP 131, 1080 Molenbeek-Sainctelette

Nom: _____

Adresse: _____

Tél / E-mail: _____

_____

- ❑ **Je veux rejoindre le PSL**
- ❑ **Je veux plus d' informations**
- ❑ **Je veux être invité aux activités**
- ❑ **Je m'abonne à** *Alternative Socialiste*
- ❑ **Belgique: abo/12n°s: 12€**
- ❑ **Belgique: abo. d'essai/2n°s: 2€**
- ❑ **Europe: abo/12n°s: 18€**
- ❑ **Abo de soutien/12n°s: 25€**

Compte : 001-3907596-27 de Socialist Press

Soutenez le PSL: versez au 001-2260393-78

Brochures du PSL

Parti Socialiste de Lutte

1. Le marxisme en 160 questions et réponses. . . . . 3 euros

2. Le PSL/LSP, un parti pour changer de société. . . . . .3 euros

3. Détruire le capitalisme… avant qu'il ne détruise la planète! . . . . . 2 euros

4. Femmes: un programme anti-crise pour nous aussi!. . 2 euros

5. Lutter contre le sexisme est toujours d'actualité. . . . .1 euro

6. Nationalisations sous le contrôle des travailleurs. . . . 2 euros

7. L'Etat et la révolution (Lénine) . . . . . 3 euros

8. La Révolution russe (Texte de Trotsky avec d'autres textes de présentation). . . . . .2 euros

9. Iran: Vers où aller? (retour sur les évènements de 2009 et sur la révolution iranienne de 1978-1979). . . . . .1 euro

10. France: 1968, un mois de révolution (livre). . . . . 7 euros

Pour passer commande:

A envoyer à BP 131, 1080 Molenbeek-Sainctelette

Brochure: _____

Nom: _____

Adresse: _____

_____

Tél / E-mail: _____

_____

A verser au n° 001-2260393-78